C.E.R.M.T.R.I. FONDS O.C.I. - PARIS -

NUMÉRO 229 — 5 JANVIER 1935 — PRIX : 0 fr. 50 — 8, RUE LEGOUVE, PARIS

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE de la S.F.I.O. (Anc. Ligue Communiste)

On a les amis que l'on mérite :

« *Staline, annonce-t-on de Moscou, demanderait l'expulsion de France de Trotsky...*

Souhaitons que la nouvelle soit exacte : nous serions d'accord, pour une fois, avec le chef du communisme.

LE MATIN, manchette du 29-12-1934

L. Trotsky

L'ACTE D'ACCUSATION

Avec un retard inévitable d'un jour, j'ai reçu le journal parisien *L'Humanité*, du 28 décembre, avec des extraits de l'acte d'accusation et les commentaires d'un certain Duclos. Comme les extraits et les commentaires émanent de la G. P. U., il n'y a aucune nécessité à s'expliquer avec des laquais stipendiés : il suffit de dévoiler les plans des maîtres.

⁂

Comme il fallait s'y attendre, l'acte d'accusation ne mentionne pas d'un mot le groupe Zinoviev-Kamenev. En d'autres termes : l'amalgame premier est tombé en poussière. Mais, chemin faisant, il a accompli sa tâche, en préparant psychologiquement un autre amalgame : dans l'acte d'accusation, émerge inopinément — inopinément pour les naïfs — le nom de Trotsky. L'assassin de Kirov, Nicolaiev, était, de son propre aveu, en liaison avec le consul d'une puissance étrangère. Lors d'une de ses visites, le consul lui aurait remis, pour ses frais, 5.000 roubles. Nicolaiev ajoute : « Il a dit qu'il pouvait établir la liaison avec Trotsky si je lui remettais une lettre du groupe à Trotsky. » Et c'est tout. Puis l'acte d'accusation ne revient plus sur cet épisode. Il faut encore indiquer que Nicolaiev n'a fait sa déposition sur le consul étranger et sur la proposition de celui-ci de remettre une lettre à Trotsky que vingt jours après son arrestation. Probablement, il a fallu au juge d'instruction vingt jours pour aider le terroriste à extraire de sa mémoire une déposition d'une telle importance ! Mais, passons. Admettons que la déposition soit authentique. Admettons aussi que le consul en question existe effectivement dans la nature. Admettons qu'il se soit mis en rapport avec le groupe terroriste (de tels cas se sont produits dans l'histoire). Mais comment et pourquoi mon nom émerge-t-il ici ? Ne serait-ce pas parce que le groupe terroriste cherche à entrer en rapport avec Trotsky ? Non, même la G. P. U. ne se décide pas à l'affirmer. Peut-être Trotsky cherche-t-il des liaisons avec le groupe terroriste ? Non, cela non plus, l'acte d'accusation n'ose pas le dire. Le consul lui-même prend sur lui l'initiative et, en remettant à Nicolaiev *cinq mille roubles la veille de l'acte terroriste qui se prépare, quémande une lettre pour Trotsky*. C'est cette déposition seulement — déposition vraiment étonnante ! — que fait Nicolaiev. La figure du « consul » s'éclaire comme au magnésium.

Le « consul » veille ! Le « consul » est à son poste ! Le « consul » a besoin d'un tout petit document : une lettre pour Trotsky des terroristes qu'il finance. Le consul a-t-il reçu cette lettre ? Il semblerait que cette question n'est pas de minime importance. Mais, précisément, sur cela, nous n'apprenons pas un seul mot de l'acte d'accusation tel qu'il est transmis par *L'Humanité*. Est-il possible que ni le juge d'intruction ni le procureur ne se soient intéressés à cette circonstance ? Car, ce ne sont pas les exploits d'un consul inconnu de tous qui ont de l'intérêt, mais la question de *rapports des terroristes avec Trotsky*. *Existaient-ils*, ces rapports, ou *non* ? Une lettre a-t-elle été *écrite* et *transmise* ? Une réponse a-t-elle été *reçue* ? A ces questions inéluctables, nous n'entendons aucune réponse. C'est étonnant ? Seulement pour les naïfs. La G. P. U. ne pouvait permettre au procureur une indiscrétion dans ce domaine sur lequel elle est obligée de jeter le voile du silence. On ne saurait douter que la lettre n'a jamais été écrite, car, si les terroristes savaient quelque chose de Trotsky — et ils ne pouvaient pas ne rien en connaître — mon attitude irréconciliable envers l'aventurisme de la terreur individuelle, attitude qui traverse d'un fil rouge les trente-sept années de mon activité révolutionnaire et littéraire, ne pouvait être un secret pour eux (voir les quelques dizaines d'articles dans mes *Œuvres complètes*, éditées par les éditions d'Etat). Cependant, avouer que les terroristes ne voyaient aucune raison de chercher des liaisons avec Trotsky, et que pour cette raison ils n'ont pas répondu à la proposition obligeante du « consul », cela aurait signifié gâcher tout l'amalgame. Il valait mieux se taire ! Faisons cependant, pour un instant, cette supposition absolument invraisemblable : l'éloquent provocateur a effectivement réussi à obtenir la lettre qui l'intéressait tellement. Mais qu'en est-il advenu ? Evidemment, il eût été très tentant de pouvoir transmettre une telle lettre à Trotsky et... de recevoir de lui, pour ses « partisans » de Léningrad, une quelconque réponse encourageante, fût-elle sans aucun rapport avec la terreur. Mais, sinon le consul, du moins ses inspirateurs, comprenaient trop bien le risque d'une telle entreprise : les tentatives de provocation précédentes, de moindre envergure, il est vrai, ont fini par un fiasco inévitable. La lettre — si, répétons-le, contre toute vraisemblance, elle a été écrite, devait rester tout simplement dans les archives de la G. P. U., comme instrument impropre au but. Mais, de cela non plus on ne peut parler à haute voix sans avouer que le consul est parent de l'officier de Wrangel. (Voir plus bas.)

Pourtant, peut-on parler de ce consul comme d'un agent provocateur ? Nous ne savons absolument pas s'il est question d'un consul véritable ou travesti. Mais même les consuls authentiques ressemblent peu à des saints. D'aucuns s'occupent de contrebande, d'opérations illicites avec les devises et tombent dans les mains de la police (non seulement dans celles de la G. P. U., évidemment). Au consul brûlé, on promet non seulement l'oubli des péchés, mais en sus des devises parfaitement légales s'il consent à rendre quelques petits services innocents. De tels cas, il y en a eu, il y en a, il y en aura... tant qu'il existera des consuls, des douanes, des devises, des intermédiaires, hommes et femmes, et la police entreprenante.

⁂

La version indiquée par nous, et qui découle inéluctablement de l'acte d'accusation lui-même, si on sait le lire, suppose, par conséquent, que la G. P. U., elle-même, finançait, par l'intermédiaire du consul vrai ou prétendu, Nicolaiev, et tentait de le lier avec Trotsky. Cette version se trouve confirmée d'une manière indirecte, mais très réelle, par le fait que les représentants responsables de la G. P. U. à Léningrad ont, immédiatement après l'attentat, été chassés, et que l'instruction, dans des difficultés manifestes, piétina longtemps sur place : quelle variante choisir pour expliquer ce qui s'est passé. Nous ne voulons pas dire que la G. P. U., dans la personne de ses agents de Léningrad, a prémédité de tuer Kirov. Aucune donnée ne nous permet de faire une telle supposition. Mais les agents de la G. P. U. connaissaient l'acte terroriste en préparation, surveillaient Nicolaiev, entraient en liaison avec lui par l'intermédiaire de consuls travestis dans un double but : s'emparer du plus grand nombre de personnes complices de l'affaire et, chemin faisant, tenter de compromettre les adversaires politiques de Staline au moyen d'un amalgame compliqué. Hélas ! amalgame beaucoup trop compliqué, comme l'a montré la marche des événements : avant que le « consul » ait réussi à préparer le coup de feu politique contre Trotsky, Nicolaiev a appuyé sur la gâchette, contre Kirov. Le coup fait, les organisateurs de la surveillance et de la provocation ont été chassés. Et, en dressant l'acte d'accusation, il a fallu éviter soigneusement les bancs de sable et les récifs, laisser dans l'ombre le « consul », effacer les traces du travail de la G. P. U., mais en même temps sauver tout ce qu'on pouvait de l'amalgame manqué. Le retard énigmatique de l'instruction trouve ainsi une explication toute naturelle.

Pourquoi, cependant, fallait-il un consul ? De consul, on ne pouvait nullement se passer. Le consul symbolise la liaison des terroristes et des trotskystes avec l'impérialisme mondial (quoique le consul représentait, il faut le penser, un quelconque petit Etat perdu : c'est plus sûr). Le consul est commode sous un autre rapport aussi : on ne peut le nommer « pour des raisons diplomatiques » dans l'acte d'accusation et, par conséquent, le citer comme témoin; le principal ressort de la combinaison reste ainsi dans les coulisses. Enfin, le consul lui-même — s'il existe effectivement dans la nature — ne court aucun risque particulier : même s'il est rappelé par son gouvernement pour des considérations de convenances diplomatiques, il retournera dans son pays comme un héros émérite ayant souffert au service de sa patrie bien-aimée; en sus, une certaine somme se trouvera dans sa poche en complément de ses appointements modestes, pour les heures difficiles et cela non plus ne gâte rien.

⁂

Il est beaucoup plus facile de comprendre la machination si l'on connaît tant soit peu l'histoire précédente de la lutte de coulisses de Staline contre le « trotskysme ». Je citerai seulement trois exemples. En 1926 déjà, des journalistes mercenaires ont répandu à travers le monde entier la nouvelle que l'opposition de gauche était convaincue de liaison avec... les gardes-blancs. Nous étions perplexes. Or, il est apparu ceci : la G.P.U. a envoyé l'un de ses agents de métier avec une offre de service pour la diffusion de la littérature oppositionnelle auprès d'un jeune homme de dix-huit ans, inconnu de tous, sympathisant à l'opposition. L'agent de la G. P. U. faisait soi-disant partie, six à sept ans auparavant, de l'armée de Wrangel (ce qui, d'ailleurs, n'est pas vérifié). Sur cette base, Staline accusa publiquement toute l'opposition de faire un bloc... non avec l'agent de la G. P. U., mais avec les gardes-blancs.

A la veille de ma déportation en Asie Centrale (janvier 1928), un journaliste étranger m'a proposé, par l'intermédiaire de Radek, de transmettre, s'il le fallait, clandestinement, une lettre à mes amis à l'étranger. J'ai exprimé à Radek ma certitude que le journaliste était un agent de la G. P. U. Cependant, j'ai écrit la lettre, puisqu'à mes amis à l'étranger, je n'avais rien à dire que je ne pus répéter ouvertement. Le lendemain, ma lettre était publiée dans la *Pravda* comme une preuve de mes rapports secrets « avec l'étranger ».

⁂

Le 20 juillet 1931, un journal jaune de Cracovie, le *Kurjer Codzienny*, a publié un faux des plus grossiers portant la signature de Trotsky. Malgré que mes travaux littéraires ne soient pas admis en U. R. S. S. sous peine des plus graves châtiments (Blumkine a été *fusillé* pour une tentative de transport du *Bulletin de l'opposition russe*), l'article du *Kurjer* était reproduit dans la *Pravda* de Moscou en cliché. L'analyse la plus élémentaire de l'article montre qu'il était fabriqué par la G. P. U. avec la participation du bien connu *Iaroslavski* et imprimé (il faut penser au tarif des annonces) dans le *Kurjer* seulement pour être reproduit dans la *Pravda*.

Je suis forcé de laisser de côté une série d'autres combinaisons et amalgames, pour ne pas nuire à de tierces personnes par une révélation prématurée. En tous cas, la nature de ce genre d'activité créatrice est claire après ce qui a été dit. Le triangle Nicolaiev-« consul »-Trotsky n'est pas nouveau. Il ressemble à une douzaine d'autres triangles et il n'en diffère que par une échelle plus grande.

Il faut pourtant mentionner que la presse soviétique, comme on voit, d'après les extraits de télégrammes donnés par la même *Humanité*, fait du dernier amalgame avec Trotsky un usage très circonspect et ne va pas plus loin que des dires sur les « inspirateurs idéologiques ». Mais *L'Humanité* parle de ma participation à l'assassinat de Kirov avec presque la même certitude avec laquelle le *Matin*, dernièrement, parlait de ma participation au meurtre du roi Alexandre et de Barthou.

La différence, entre les conclusions de *L'Humanité* et celles de la *Pravda*, s'explique non seulement par le fait que la bêtise de l'amalgame Nicolaiev, le consul et Trotsky, est beaucoup plus évidente à Moscou qu'à Paris; mais encore parce que, par sa nature même, cette partie de l'amalgame est destinée à l'étranger, avant tout pour la France. Le but direct en est : influencer dans un sens voulu les ouvriers français par l'intermédiaire du front unique et exercer une pression sur les pouvoirs publics français. De là, le ton invraisemblable de *L'Humanité* ! Le gouvernement soviétique s'est vu obligé de reconnaître que la participation de Zinoviev, Kamenev et d'autres « n'est pas prouvée ». De moi, le communiqué gouvernemental n'a même pas fait mention. Dans l'acte d'accusation, on ne parle que de l'aspiration du « consul » à obtenir une lettre de Trotsky, — sans conclusions. Les laquais de *L'Humanité* écrivent que la participation de Trotsky à l'assassinat de Kirov « est prouvée ».

La présente lettre, comme il a déjà été dit, n'est pas consacrée aux laquais, mais à leurs maîtres. Cependant, je ne peux qu'indiquer ici que l'un de mes premiers conflits aigus avec la « troïka » (Staline-Zinoviev-Kamenev) a été provoqué par ma protestation contre le fait que, pendant la maladie de Lénine, ils se sont employés à dépraver systématiquement les « chefs » les plus malléables du mouvement ouvrier occidental, en particulier au moyen de la corruption. « Puisque la bourgeoisie achète les dirigeants des Trade-Unions, les parlementaires, les journalistes, — pourquoi ne devrions-nous pas en agir de même ? » m'objectèrent Staline et Zinoviev. Je leur répondis : « Avec la corruption, on peut désagréger le mouvement ouvrier, mais non pas former des chefs révolutionnaires. Lénine mettait en garde contre la sélection dans l'I. C. des « imbéciles dociles ». » A cela s'est ajouté le choix de cyniques prêts à tout. Prêts à tout ? Jusqu'au premier danger sérieux. Des gens sans honneur ni confiance ne peuvent pas être des révolutionnaires sûrs. Au moment difficile, inévitablement, ils trahiront le prolétariat. Je ne puis que donner aux ouvriers ce conseil : qu'ils se rappellent fermement les noms des calomniateurs éhontés pour pouvoir vérifier cette prédiction.

Le 30 décembre 1934.

L. TROTSKY.

Nous extrayons ce chapitre d'une réponse aux camarades américains faite par L. TROTSKY, *concernant l'assassinat de Kirov.*

Déclaration du Groupe Bolchevik Léniniste du Parti Socialiste (S.F.I.O.)

Le groupe bolchevik léniniste du Parti socialiste (S. F. I. O.) considère de son devoir d'adresser, dans les circonstances actuelles, au Parti socialiste et à tous les travailleurs la déclaration suivante :

1° La fraction bolchevik-léniniste en U. R. S. S. a toujours eu vis-à-vis de l'U. R. S. S. une position de défense inconditionnée et de réforme de l'Etat soviétique définie dans de multiples documents;

2° La fraction bolchevik-léniniste en U. R. S. S. n'a jamais, en aucune circonstance, préconisé de moyens terroristes contraires à la doctrine marxiste et léniniste qu'elle représente;

3° La fraction bolchevik-léniniste n'a cessé, par contre, depuis huit années, d'être victime de la part de la bureaucratie dirigeante en U. R. S. S. de mesures de répression collective sans cesse renforcées. Des milliers de B. L. combattants d'octobre vivent dans des isolateurs et en déportation tandis que les institutions soviétiques pullulent d'adversaires du régime (Bessedowsky à l'ambassade de Paris, Bajanov, ex-secrétaire de Staline, et combien d'autres!) Les mesures de terrorisme collectif ont été accompagnées d'actes de terrorisme individuel : Blumkine, membre du Guépéou, a été fusillé sous le seul prétexte d'avoir été en relation avec Trotsky à Istanbul; Koté Tsintsadzé, l'un des premiers adhérents du Parti bolchevik, fut abandonné sans soins dans un isolateur jusqu'à sa mort, etc. Dans les premières années de lutte contre Staline, celui-ci envisagea de se débarrasser de Trotsky. Cette intention fut rapportée formellement par Zinoviev et Kamenev lors de leur collaboration avec la fraction bolchevik léniniste;

4° La fraction stalinienne a liquidé le parti communiste russe au point de traduire des militants comme Zinoviev, ancien président de l'I. C., et Kamenev, tous deux de la « vieille garde bolchevik », non devant la commission centrale de contrôle du parti ou devant le comité central, mais les a fait déporter par une instance administrative dépendant absolument de Staline.

5° Aucun travailleur ne peut accorder la moindre confiance à la bureaucratie soviétique dans ses accusations contre les bolcheviks opposés à sa politique. En 1927, le Guépéou tenta d'introduire un ex-officier de Wrangel dans les rangs de l'opposition, non encore exclue du P. C. R. Aujourd'hui, la répression de l'assassinat de Kirov est avant tout utilisée par la fraction dirigeante pour porter par tous les moyens (terreur et calomnie) de nouveaux coups contre les militants communistes inquiets des glissements incessants de la politique soviétique (limitation des droits de l'ouvrier dans la gestion et le contrôle de l'U. R. S. S., politique axée sur les alliances avec des Etats capitalistes et non sur le développement de la révolution prolétarienne internationale, etc.). L'assassinat de Kirov servit de prétexte pour frapper non seulement les terroristes mais aussi les oppositionnels militants d'octobre (vieux révolutionnaires qui n'ont rien de commun avec la révolution blanche, et en outre que des années de lutte acharnée séparent aussi du menchevisme);

6° Contre les agissements d'une bureaucratie incontrôlée qui met de plus en plus en péril les conquêtes d'octobre, les travailleurs révolutionnaires et en premier lieu ceux avec lesquels nous militons côte à côte dans les rangs du parti socialiste ont le devoir de réagir vigoureusement. Ils se joindront à nous pour exiger qu'une commission ouvrière internationale présentant des garanties pour toutes les tendances puisse effectuer une enquête sur les faits imputés aux combattants d'octobre, aux bolcheviks opposés à la politique stalinienne et sur les conditions dans lesquelles ils sont appelés à militer.

7° Le groupe B. L. du P. S. attire particulièrement l'attention des travailleurs français sur la part prise par l'Humanité dans les campagnes de calomnies commandées par la bureaucratie stalinienne, plus particulièrement contre Trotsky. Duclos, le 28 décembre 1934, affirme la responsabilité de Trotsky dans l'assassinat de Kirov et l'existence de liaisons entre Trotsky et les auteurs de l'attentat; il affirme mensongèrement comme « preuve » que la Vérité (organe du G. B. L. du P. S. F.) fait dans son numéro du 15 décembre 1934 l'apologie du meurtre de Kirov. Alliant ainsi ce mensonge éhonté à la calomnie la plus lâche contre le compagnon de Lénine constamment menacé et traqué par la réaction mondiale, Duclos se livre dans la presse ouvrière à une « besogne » qui, l'amitié franco-russe aidant, rejoint bien à propos l'appel plus précis de l'Ami du Peuple du même jour : « A la porte, Trotsky!... Son maintien chez nous constitue un outrage permanent à nos morts... Qu'attend-on pour l'extrader et l'envoyer à Moscou? Tant pis si le voyage se termine mal pour lui... » Cette besogne des Duclos et autres sera jugée comme il convient par les travailleurs français qui ne toléreront pas qu'elle se prolonge.

Vive la Révolution d'Octobre!

Vive l'Union Soviétique!

GBL

GRANDE

Assemblée d'Information

réservée aux membres du Parti Socialiste

La date paraîtra dans " Le Populaire "

Palais de la Mutualité

(Métro : MAUBERT-MUTUALITÉ)

Rapporteur : P. FRANK

" Que signifie l'assassinat de Kirov ? "

" Les bolcheviks-Léninistes et l'Union Soviétique "

Auront un temps de parole égal les camarades des différentes tendances invitées :

PIVERT - JUST - MALLARTE

ITARD - BLOCH - DESPHELIPPON

MOBILISATION OUVRIÈRE CONTRE FLANDIN

A propos de la liquidation Citroën, les ouvriers doivent imposer leur contrôle

Ce que signifie le cas Citroën dans la période actuelle. Pour un Congrès de la Métallurgie Parisienne.

Il serait tout à fait faux de considérer que l'on va régler bien ou mal la question Citroën et passer ensuite à l'ordre du jour. Il n'y a à l'heure actuelle aucun règlement possible, parlementaire ou juridique, qui apporte une solution paisible et définitive pour les ouvriers. La question Citroën ne doit pas être conçue sous l'angle empirique, mais en fonction de toute une politique révolutionnaire.

Il faut voir que la « liquidation » de l'usine, qui menaçait depuis avril 1934, a été officiellement encouragée par la nouvelle politique Flandin. Industriellement et commercialement, l'usine était tout à fait viable. Le Comité de grandes banques chargé de la réorganiser, ne s'est préoccupé que du bénéfice financier éventuel. Ses rapports laissaient prévoir les licenciements, la baisse des salaires, en un mot « les abattements » nécessaires, selon ces messieurs du Crédit Lyonnais, de la Banque Lazard, de la Société Générale à « l'assainissement ». Mais, à ce moment-là, la bourgeoisie en terminait à peine avec les pratiques des renflouements, désormais rendus impossibles en raison du déficit naissant. Flandin a apporté une nouvelle politique : plus de renflouements par l'Etat. Qu'on laisse s'opérer la solution que les entreprises non viables meurent au profit d'entreprises plus fortes. Cela signifie que nous entrons dans une période de licenciements et de fermetures encore plus accélérées. Sous l'effet de la crise, la concentration s'accentue, dans toute l'industrie, au profit d'une poignée de plus en plus réduite de financiers. La politique Flandin favorise, légalise cette concentration; elle est étroitement conforme aux visées du grand capitalisme financier. La bourgeoisie va manœuvrer pour imposer, avec l'appui de son gouvernement, sa politique de licenciements excessifs et d'abaissement des salaires par le chantage de liquidation et des faillites des grandes entreprises. Cela commence par Citroën. Cela continuera par toute la métallurgie. Dans les usines similaires de la région parisienne, chez Salmson, chez Panhard, chez Renault, les mouchards de la direction répandent les bruits des sacrifices nécessaires.

Les camarades de chez Citroën sont frappés. Mais c'est toute la Métallurgie parisienne qui est menacée. Le problème doit être examiné en fonction de toute la Métallurgie parisienne. Il doit être examiné par tous les intéressés, qui doivent déterminer eux-mêmes les solutions qu'il comporte et fixer les règles de l'action commune. *C'est le moment d'envisager la tenue d'un vaste congrès de la métallurgie parisienne.*

Quelles solutions, quels mots d'ordre ?

Il est évident que, dans l'affaire Citroën, la bourgeoisie a fort bien manœuvré. En l'absence d'une politique révolutionnaire de la part des deux partis prolétariens, les ouvriers de chez Citroën ont été surpris par la manœuvre. Une politique révolutionnaire préalable pouvait permettre, au moment décisif, lors de la fermeture, l'action collective qui seule, en définitive, peut imposer à la bourgeoisie, l'adoption des revendications immédiates. Les réformes, petites ou grandes, ne sont jamais en régime bourgeois et **surtout** en période de crise aiguë, que le « sous-produit » de l'action révolutionnaire de masse.

En verité, qu'ont fait les partis ?

Les Staliniens et la C. G. T. U., qui ont des racines solides dans la métallurgie parisienne, qui pouvaient déclencher une action d'envergure contre la fermeture des usines, ont eu, dans la question Citroën, une politique tributaire, symétrique de leur politique « de front populaire », c'est-à-dire une politique de meetings, sans mots d'ordre et sans perspectives révolutionnaires, uniquement axée sur une liste de revendications immédiates.

Il est tout à fait faux, sans doute, comme le fait actuellement la bureaucratie réformiste de la C. G. T., de négliger les revendications immédiates et de leur opposer le Plan-Mystique et Panacée. Mais que penser, cependant, d'une politique inverse qui consiste *uniquement* à dire aux ouvriers de chez Citroën licenciés : « Exigez la paie intégrale et le certificat de chômage. » C'est une politique à la petite semaine, et qui n'est nullement reliée aux revendications de classes **essentielles** Si une direction signifie quelque chose, elle doit précisément relier la lutte pour les revendications partielles, à la lutte révolutionnaire du prolétariat et populariser à propos les mots d'ordres qui s'imposent. La tradition de lutte dans la métallurgie ne se créera pas en dehors d'une politique révolutionnaire.

Le Séquestre

En ce qui concerne le mot d'ordre du séquestre, lancé par le Parti socialiste, ou plus exactement par le groupe parlementaire, il faut reconnaître qu'il a le mérite d'envisager une solution d'ensemble. Mais ce mot d'ordre est loin d'être sans danger, surtout tel qu'il est conçu et proposé au Parlement. Il s'agit, selon Jules Moch, de trouver « même en dehors de toute hypothèse de prise du pouvoir » (*sic*) une solution autre que les renflouements. En conséquence, on propose au Parlement de voter une loi qui déciderait que les usines, déclarées d'intérêt public, devenues défaillantes, seront mises sous séquestre. Le séquestre sera administré par la direction habituelle de l'usine. Il aura pour but d'assurer la marche de l'usine, indépendamment de la liquidation des charges financières antérieures. Il fera fonctionner l'usine, non en vue de servir un dividende, mais pour assurer normalement la marche de l'usine. S'il y a du bénéfice, il servira à éteindre les dettes passées de l'entreprise. En clair, on ne propose rien de moins à l'Etat et au Parlement bourgeois, que de renoncer à l'occasion d'entreprises défaillantes, qui seront de plus en plus nombreuses, au régime du profit avant tout. Blum s'est efforcé, dans une série d'articles, de persuader les concurrents, les créanciers, l'Etat, que le plus grand intérêt s'attachait pour eux à l'adoption du séquestre. Voilà, précisément, où perce le bout de l'oreille réformiste. Et c'est cela qui est terriblement dangereux. Blum ne voit pas qu'une solution « réformiste » n'a de chance d'être imposée que par l'action de masse de la classe ouvrière. Il ne voit pas l'essentiel, encore qu'il se ménage une porte de sortie pour déclarer qu'il l'a bien compris. La bourgeoisie n'attend plus les ordonnances des médecins social-démocrates. Il faut proposer au prolétariat autre chose que le séquestre, construction juridique, proposée poliment, à l'Etat et au régime dans leur intérêt bien compris. Il faut un mot d'ordre qui éduque le prolétariat dans la lutte, et lui permette, en définitive, d'obtenir des résultats, et, de résultats en résultats, d'accéder au pouvoir. Que la bourgeoisie séquestre ses usines, ou qu'elle les liquide, elle ne fera rien, pour le prolétariat, sous l'effet de discours juridiques, si ce dernier ne mène pas une lutte acharnée pour imposer son contrôle, *le contrôle ouvrier de la production.*

Le contrôle et la suppression du Secret Commercial

C'est un mot d'ordre qui se trouve en tête du plan de la C. G. T., mais que nous concevons tout autrement que la bureaucratie réformiste dans l'application. Il s'agit non pas de conversation sur le sort des ouvriers, entre les socialistes réformistes et les patrons, autour d'un tapis vert, mais du contrôle imposé par les ouvriers eux-mêmes au sein de l'usine.

A une période où le capitalisme en déconfiture, ne vit que par l'escroquerie, qu'à tout instant il faut que pour conserver ses profits, il truque des bilans, mente aux ouvriers, mente au public, dissimule sa gestion, invente des situations fausses, pour précipiter dans le chômage et dans la misère des milliers d'hommes, on doit se contenter d'autre chose que de formules parlementaires. Il faut que le prolétariat s'organise et demande à voir les livres de ses exploiteurs. Il faut qu'il pose la candidature, à la direction de l'usine, de ceux qui, effectivement, en assurent la marche. Il faut qu'il le fasse par des actes qui frappent la classe adverse au cœur de son exploitation.

Dans chaque usine de la métallurgie parisienne, comme chez Citroën, va se poser la question de la réorganisation pour l'adaptation à la crise.

Il est urgent que le Parti popularise le mot d'ordre d'un comité de contrôle ouvrier élu par la masse, qui imposerait son intervention dans cette réorganisation. On invoquera que les ouvriers ne sont pas préparés. C'est exact, mais en définitive le mot d'ordre correspond à leur volonté de lutte. C'est pourquoi il faut procéder par paliers, expliquer patiemment, d'une façon très large, procéder à des essais dans les occasions les plus favorables.

Le Comité de contrôle doit exiger son droit de regard sur tout ce qui intéresse la marche de l'usine, depuis l'embauchage et le débauchage, en passant par les règlements de travail, jusqu'à la comptabilité commerciale de l'usine.

En agissant ainsi, les ouvriers feront effectivement quelque chose pour leur libération. Dans les faits, ils marqueront un pas en avant dans la lutte contre leur exploiteur vers la possession de l'usine. L'action pour le contrôle ne saurait être, évidemment, séparée de l'action politique d'ensemble. Elle est également liée à un autre mot d'ordre très important : *la suppression du secret commercial.*

Au contrôle des ouvriers, les exploiteurs vont opposer le sacro-saint secret des opérations commerciales, qui ne sert plus à rien en période d'économie capitaliste collectivisée, sinon à masquer les profits. Le groupe parlementaire doit être entraîné dans la campagne pour la suppression du secret commercial et proposer, à cet effet, une loi, qui serait appuyée par l'action populaire; lutte pour le contrôle, lutte pour l'abolition du secret commercial, tels doivent être les mots d'ordre du Parti, s'il veut apparaître comme un dirigeant de l'action des masses et non comme un suiveur parlementaire.

Militants révolutionnaires de la C. G. T. RASSEMBLEMENT !

De tous côtés, les luttes grévistes s'accentuent. Les capitalistes livrent un nouvel assaut contre les salaires. L'économie capitaliste craque de toutes parts, conséquence de ses contradictions internes.

Les travailleurs, irresponsables de cette faillite (voir Citroën) en subissent les contre-coups.

Dans cette situation, que fait la C. G. T.? Elle se tait ou plutôt elle déclare : « il faut appliquer le plan ». C'est tout. C'est une politique de capitulation. Et qui veut l'attaquer est un provocateur. Témoin, la réponse de R. Lenoir, secrétaire confédéral, aux camarades responsables de l'U. D. confédérée de l'Isère; témoin, les quelques exclusions de militants fautifs « d'avoir trop flirté » avec leurs camarades unitaires.

Il est temps d'agir. Il est temps de sonner le rassemblement des ouvriers révolutionnaires de la C. G. T. Il est temps d'organiser une opposition pour entraîner la masse des syndiqués vers une politique de lutte de classes. Mais il ne faudrait pas trop tarder...

Les militants confédérés de l'Isère ont engagé une lutte contre la politique des Jouhaux, Belin, Lenoir. Il faut que la voie sur laquelle ils mènent le combat soit celle de tous les ouvriers sincères qui luttent aussi pour les intérêts de la classe ouvrière.

Dans tous les syndicats doit retentir le mot d'ordre du rassemblement des minoritaires décidés à lutter pour l'unité syndicale immédiate, de la base au sommet, pour la démocratie prolétarienne dans les syndicats, pour une politique intransigeante de lutte de classe contre la bourgeoisie, pour des méthodes de lutte révolutionnaire, pour la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Camarades socialistes, camarades confédérés, vous ne pouvez hésiter : l'attitude de la direction confédérée vis-à-vis de l'U. D. de l'Isère, sa position sur le droit de grève pour les fonctionnaires, sa politique tout entière, sont des facteurs de défaite pour la classe ouvrière. Ne pas les combattre, c'est implicitement se faire complices.

Avec vous, nous voulons vaincre!

Pour vaincre, nous devons débarrasser le mouvement ouvrier de la politique de tous les éléments qui sont une entrave à notre lutte.

Pour chasser la politique des Jouhaux, nous devons nous organiser.

Vive l'unité syndicale immédiate!

Contre toutes les bureaucraties syndicales!

Pour la victoire du prolétariat!

BOITEL

P. S. — Les camarades d'accord avec nous doivent nous écrire, nous aider.

Ecrire ou adresser votre aide matérielle pour la création d'un journal de l'opposition syndicale à Boitel, 8, rue Legouvé, Paris (10e).

Conséquence de « l'indépendance du syndicalisme»

L'U.D. confédérée de l'Isère est entrée en conflit avec la direction de la C.G.T. Le secrétaire, le camarade Satre, a, sur la décision de la Commission administrative de l'Isère, adressé à la presse ouvrière tous les documents relatifs au conflit.

Ainsi que nos camarades du parti l'ont constaté, « La Vérité » les a publiés dans son précédent numéro. Ils ont pu aussi constater toute l'importance de ce conflit, caractéristique de toute la politique de la C.G.T.

Mais au « Popu » qu'a-t-on répondu aux camarades de l'Isère?

Nous ne pouvons pas publier des ordres du jour que la Commission administrative de la C.G.T. a refusé de « passer » dans le « Peuple » (Le Populaire, *du 14-12-34,6e page.)*

C'est ça l'indépendance du syndicalisme? Qu'en dites-vous, camarades?

Pourquoi ne pas protester contre cette attitude du journal du parti qui, sous couvert d'indépendance, est dépendant direct de la direction de la C.G.T., c'est-à-dire de nos?

Faut-il donc l'estampille de Jouhaux pour passer un communiqué syndical dans le « Popu »?

A bas ce masque trompeur de l'indépendance, placé pour éviter tout ennui à une direction syndicale corrompue!

A TRAVERS LA PRESSE SYNDICALE

La Direction de la C.G.T. contre le droit de gréve pour les Fonctionnaires

L'éditorialiste du *Peuple,* René Belin, secrétaire adjoint de la C. G. T., mène campagne pour le « plan de rénovation économique ». Lénine ou Jaurès, écrit-il. Et, au cours de sa polémique contre les insurrectionnels, René Belin écrit (éditorial du *Peuple* du 14 décembre 1934) :

« *Si besoin est, pour les nécessités de la cause, on provoque l'attaque capitaliste, patronale ou gouvernementale,* comme on voulait le faire hier à propos du statut des fonctionnaires » (*souligné par nous*). « *On* », *ce sont les insurrectionnels.*

Q'uest-ce que cela veut dire?

Pour explication il suffit de se reporter à l'éditorial du même journal le *Peuple,* 14 décembre 1934, où le même René Belin, reprenant un article du *Ralliement des P. T. T.,* a écrit textuellement :

« *Il n'est pas possible d'identifier, en ce qui concerne plus spécialement le statut des fonctionnaires, le projet constitutionnel du gouvernement Doumergue et la mention faite, dans la déclaration ministérielle du gouvernement Flandin, relativement à un code d'honneur des fonctionnaires* ».

Comment, vous, fonctionnaires, vous allez jusqu'à faire une analogie entre l'action probable du gouvernement Flandin et celle de son prédécesseur? Allons, soyez sérieux!

Quant à vous, cher monsieur Flandin, vous pouvez être tranquille de ce côté-là, nous, direction de la C. G. T., nous ne sommes pas assez sots pour nous engager dans une action quelconque pour défendre ces fonctionnaires privilégiés...

Nous exagérons, dites-vous, camarades confédérés? Eh bien! continuons ensemble la lecture de cet éditorial du 4 décembre 1934 :

« *Il ne semble pas opportun d'ouvrir une discussion sur le droit de grève des fonctionnaires. Oiseux de tout temps, un tel débat à l'heure présente est infiniment plus dangereux qu'utile, et il est bien certain que ces extériorisations à grand orchestre sont dommageables aux syndicats de fonctionnaires.* »

Premier point : Camarades fonctionnaires, silence! attention! L'ennemi vous guette... il va vous attaquer si vous attirez son attention par des manifestations intempestives.

Leipart reconnaîtrait son enfant : la politique du moindre mal. Résultat : Hitler au pouvoir.

Mais notre lecture n'est pas terminée; que nos camarades lisent attentivement ce qui suit, toujours du même éditorial :

« *Il est déjà des administrations publiques où toutes les garanties disciplinaires sont intégralement suspendues en cas de cessation collective du travail. Et les intéressés eux-mêmes, qui réclament, en cette matière, le droit commun, ne sauraient, sans ridicule, réclamer plus que le droit commun. Et le droit commun n'a jamais mis un ouvrier gréviste à l'abri d'un renvoi.* »

Est-ce clair?

Le gouvernement Flandin peut adresser des félicitations à la direction de la C. G. T., elle fait de la « bonne » propagande. Mais... où sont les intérêts du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière?

Il y a le « *Plan* ».

D'accord. Seulement, la direction de la C. G. T., qui est décidée à laisser les fonctionnaires, ne veut certainement pas lutter contre l'Etat bourgeois, *ce failli.*

Alors, dans ces conditions, nous n'aurons pas la direction de l'Etat en mains et nous ne pourrons pas exproprier les capitalistes pour réaliser les nationalisations...

Mais Jouhaux, Belin, Lenoir et tutti quanti n'ont jamais dit qu'ils voulaient que la première phase de la lutte soit la destruction de l'Etat bourgeois. Toute leur activité n'a jamais été dirigée dans ce sens : la preuve, Belin déclare en somme que les fonctionnaires doivent s'estimer heureux de n'avoir pas subi une plus grande répression après les grèves de février et d'avril...

Les dirigeants de la C. G. T. sont contre toute action qui affaiblirait l'Etat de la bourgeoisie. *Au contraire, ils préconisent son renforcement.* C'est pourquoi, en définitive, les fonctionnaires n'ont pas à insister pour cette revendication « inopportune » du droit de grève...

Les luttes de la classe ouvrière

Les mouvements grévistes ont été relativement faibles ces dernières années. La bourgeoisie se proposait, en effet, surtout de frapper sur un objectif, les fonctionnaires, et elle était soucieuse de ne pas se heurter de front aux ouvriers. Les quelques batailles partielles qui se produisirent, n'ont été qu'escarmouches. Aujourd'hui commence une attaque à fond contre les conditions de vie de l'industrie privée.

Nous ne pouvons donner, faute de place, dans ce même numéro, un compte rendu des mouvements assez nombreux qui sont engagés. Notons dans l'ensemble la combativité admirable des ouvriers, leur cohésion et surtout la solidarité agissante des ouvriers qui ne sont pas encore entrés en lutte.

Applaudissons à l'initiative du comité de coordination (P.S.-P.C.) de la région parisienne, qui a fait un appel pour les grévistes de Roanne. La Fédération de la Seine a montré ainsi que la lutte des Roannais est la lutte de l'ensemble des ouvriers. Il faudra, dorénavant, appliquer cette même idée avec plus de conséquence et cela non seulement dans la solidarité mais dans tous les domaines de la lutte.

ET DANS LE TEXTILE...

LA MAGNIFIQUE LUTTE
DES 8.000 « TEXTILES » ROANNAIS

L'industrie du textile est parmi celle des industries les plus atteintes par la crise. Depuis plusieurs mois, plus de 60 % des ouvriers étaient réduits au chômage partiel, c'est-à-dire à des salaires de misère.

Et, tout naturellement, les patrons du textile veulent faire supporter encore plus leur crise aux travailleurs. Dans la région de Roanne, ils livrent un assaut formidable sur des salaires d'une moyenne mensuelle de 150 à 200 francs.

Les ouvriers réagissent, ils ne veulent pas accepter la solution de leurs exploiteurs et dans un mouvement unanime, se sont mis en grève.

Depuis bientôt deux mois « ils tiennent le coup ». Mais la solidarité est insuffisante.

La direction de la Fédération confédérée du textile tente de freiner le mouvement. Elle a été contrainte d'accepter l'unité d'action. Vandeputte, secrétaire fédéral, adversaire des méthodes d'action directe, fait une gymnastique habile. La direction de la C.G.T. n'intervient pas. Dans « Le Peuple », tous les appels à la solidarité émanent de la Fédération du textile seulement.

Jouhaux suit toujours sa politique: laisser agir les sous-ordres; ne rien faire autre. Ce qui veut dire: freiner tout mouvement gréviste.

Il faut que tous les travailleurs soutiennent les lutteurs de Roanne. Il faut qu'ils dénoncent l'attitude de la C.G.T., attitude de soumission au « monde » patronal.

A LILLE, DEUX MILLE TRAVAILLEURS
DE L'HABILLEMENT, DECIDENT LA GREVE

Les patrons accentuent leurs attaques contre les salaires misérables des travailleurs. A Lille, comme dans la région roannaise, c'est une diminution de 10 à 12 % qu'ils veulent imposer. Mais les ouvriers n'ont pas l'intention de se laisser « pressurer » davantage.

La lutte directe de classe est la seule voie pour triompher.

Défendons les ouvriers étrangers...

ARGUMENTS FASCISTES

Du Travail au Français!!! Du travail aux français : phrase qui sonne et qui malheureusement porte sur l'esprit des masses non éclairées.

Restons sur le terrain de nos arrondissements ouvriers : XIe, XIXe et XXe, puisque c'est sur ce terrain que s'essayent nos « phraseurs nationaux ».

Du travail aux français! Comme cela paraît facile à régler.

Raisonnons un peu. Voyons de quelles catégories de travailleurs sont formées les industries qui emploient des « émigrés ». Nous y voyons principalement des cordonniers, des maroquiniers, des tricoteurs, des tailleurs, des confectionneurs.

Il faut reconnaître que dans ces professions ce sont des ouvriers qualifiés.

Et alors? Peut-on les remplacer par des ouvriers français en chômage et spécialisés dans d'autres métiers tels que : mécaniciens, chauffeurs, chaudronniers, plombiers, peintres ou même garçons de café? La question ne peut donc être résolue dans ce sens. Il y a encore l'absurdité du décret voté sous l'influence du grand démocrate qui ne voit guère plus loin que sa mère malade et qui règle l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans la proportion de 10 % même dans des catégories de métiers où cela est impossible à appliquer

Résultats : Dans nos arrondissements, des multitudes d'ateliers sont fermés, d'autres vont fermer; d'honnêtes ouvriers sont jetés à la rue sans aucun secours en perspective.

Pourtant ces gens-là n'ont pas demandé à venir, on les y a engagés en leur promettant droit de cité, travail et bons salaires.

On leur avait laissé entrevoir la possibilité de se créer des foyers, enfin de vivre ici normalement.

Pour la majorité, ils sont ici avec leurs familles, certains sont chefs de famille, d'autres sont mariés à des françaises. Et maintenant on voudrait les chasser sous prétexte d'atténuer la crise.

Opium avec lequel on espère endormir le peuple qui souffre et détourner sa juste colère envers les responsables de ses misères qui ne sont sûrement pas les ouvriers émigrés.

Ce ne sont pas les mesures prises par notre gouvernement qui diminueront le chômage, au contraire et « Le Temps » avoue lui-même que dans la période du 16 novembre au 1er décembre, il est entré en France 36 travailleurs étrangers et il en est sorti 1.109. Le chômage a-t-il diminué, même proportionnellement? Pas du tout, la misère s'est encore accrue, même la ruine s'est installée chez beaucoup de petits patrons qui se trouvent dans l'impossibilité de continuer à faire fonctionner leurs machines.

Si c'est cela qu'a voulu notre gouvernement, c'est parfaitement réussi! Mais pour les travailleurs français aucun avantage; si nous voulons vraiment montrer notre solidarité ouvrière, c'est à nous, socialistes, de montrer la voie et de lutter pour l'aboutissement de nos justes revendications : Gouvernement Ouvrier et Paysan, application pour tous du Plan de la C.G.T. sans distinction de Nationalité.

L. G.

Où en est l'Unité Syndicale ?

La C. G. T. U. a adopté la motion de la Fédération confédérée des services publics, la plus « conciliante » dans les milieux confédérés.

C'est maintenant autour de cette résolution que l'on manœuvre à la C. G. T. U.

A la C. G. T., silence sur cette nouvelle attitude de la direction unitaire.

Dans les Fédérations, les positions prises sur cette question progressent très lentement.

Le Congrès de la Fédération générale des fonctionnaires des 14, 15 et 16 décembre 1934 a vu sur la question de l'unité syndicale une faible opposition, mais vigoureuse, à l'attitude de certains dirigeants fédéraux et de la C.G.T. dans son ensemble.

Chez les cheminots, quatre unions de réseau ont fusionné malgré Jarrigion, secrétaire fédéral confédéré. *Le Peuple* a simplement mis au panier tous les communiqués relatant ces fusions. Démocratie!

Le Conseil national fédéral confédéré des cheminots vient de faire confiance au bureau fédéral qui fait tout son possible pour éviter l'unité. Cependant une forte opposition s'est affirmée. La motion de Jarrigion a été adoptée par 44 voix contre 21 et 2 abstentions. Elle affirme vouloir assurer la *continuité* des pourparlers entre les sommets confédéraux. Donc, officiellement, aucun changement, le « frein Jarrigion » fonctionne bien.

Dans les P. T. T., l'accord total n'a encore pu se faire. On discute sur l'organisation de fractions syndicales admises par la Fédération confédérée des services publics. Tout cela entre sommets.

D'une manière générale, la diplomatie entre dirigeants syndicaux n'a pas fait avancer la réalisation de l'unité syndicale. Elle est un paravent à une résistance opiniâtre de la part de la C. G. T.

L'ordre du jour adopté par le cartel des services publics de Grenoble (voir n° 228 de la *Vérité*) marque parfaitement cet état de fait et il traduit avec force et vigueur la volonté grandissante des masses ouvrières.

Tous les syndicats de base doivent faire connaître avec autant de fermeté leur état d'esprit et le traduire en action conséquente.

Notes internationales

Espagne

Nos camarades de la gauche communiste espagnole se sont efforcés, malgré leur faiblesse numérique, de mener une action d'avant-garde ,au cours des héroïques batailles du prolétariat espagnol.

Aussi devons-nous enregistrer de nombreuses arrestations à Madrid, Santiago, Salamanque, à Barcelone, dans les Asturies, ainsi que de non moins nombreuses disparitions.

Voyons tout d'abord en ce qui concerne les Asturies où se livra le combat essentiel. *El Debate*, journal réactionnaire, a publié de virulentes attaques contre notre camarade Loredo Aparicio.

Ce dernier est considéré comme un des principaux dirigeants du mouvement des Asturies, avec le député socialiste Gonzalez Pena. Tous deux auraient réussi à s'échapper à cheval à travers les montagnes d'Oviedo.

A Madrid sont emprisonnés nos camarades Fersen, Munis (auteur de la brochure « Que sont les alliance ouvrières » ?), Vasquez. A Barcelone, notre camarade Nin, dirigeant et promoteur de l'Alliance ouvrière, a été emprisonné.

A l'intérieur du parti socialiste, l'influence léniniste croit à un rythme très rapide, sous l'effet de la constatation de la faillite du réformisme et du centrisme. Les Jeunesses socialistes qui ont fait preuve d'une extraordinaire combativité sont en beaucoup d'endroits considérées comme « trotskistes ». C'est un signe de leur orientation.

Des remous violents agitent le parti socialiste. Il y a des chefs qui n'ont pas occupé leur poste responsable. Nous apprendrons d'une façon plus claire dans quelque temps, pourquoi le rôle de Largo Caballero est discuté.

Tout cela signifie l'absence d'une organisation révolutionnaire véritable et la nécessité de la construire.

Si toute l'Espagne avait été les Asturies, dit-on parfois...

Seul un parti bolchevick peut faire en sorte que la prochaine fois toute l'Espagne soit les Asturies...

La révolution n'est jamais suspendue à une hypothèse. C'est le parti qui la crée.

U.S.A.

Fusion de la Ligue Communiste et du parti ouvrier américain

Depuis quelques mois déjà une discussion en vue de fusion était engagée entre La ligue communiste Américaine *et* l'American Workers Party (A.W.P.). *L'accord étant intervenu, la fusion s'opéra au commencement du mois de décembre.*

L'importance de ce fait n'échappe à personne; on sait en effet qu'aux E.-U. le mouvement ouvrier est très retardataire, tant du point de vue idéologique que du point de vue d'organisation. Mais la prédiction que fit un jour notre camarade L. Trotsky sur « l'européanisation de l'Amérique à un rythme américain » semble devoir se réaliser. On se rappelle en effet les violents mouvements de grève qui ont eu lieu au printemps dernier.

Le calme qui suivit et qui se poursuit encore, s'accompagne de profondes et ardentes discussions au sein de l'ensemble de la classe ouvrière comme au sein des organisations. Cette fusion est un des premiers effets de ce phénomène. Disons encore qu'au sein du parti socialiste qui depuis quelques années évoluait franchement à gauche, une scission à droite déposant la « vieille garde réformiste » s'est produite. Le P. C. n'a pas été exempt de cette différenciation, puisque l'un des militants les plus responsable de la région New-Yorkaise, le camarade Robert Shonga, a démissionné de ce parti entraînant avec lui nombre d'autres camarades.

Les lecteurs de la Vérité connaissent la Ligue communiste américaine; *son origine est la même que la nôtre, ils savent aussi le rôle joué par elle lors des derniers mouvements de grève à* San-Francisco *et surtout à* Minneapolis *(où la grève fut dirigée par elle).*

L'A.W.P., lui, a son origine dans le mouvement syndical (Trade-Unions) de centre d'opposition syndicale révolutionnaire; sa plate-forme s'élargit pour devenir celle d'un parti. Cette origine montre le caractère de ce parti, qui est très lié à la classe ouvrière américaine organisée et dont les militants sont en général des responsables syndicaux fort connus; par ailleurs l'A.W.P. est à la tête des principales organisations de chômeurs des Etats-Unis.

La plate-forme politique adoptée par le parti fusionné, est empreinte des leçons de la lutte révolutionnaire prolétarienne internationale. Elle déclare la nécessité d'une IVe Internationale, se délimitant d'une manière très précise de la social démocratie et du stalinisme, elle pose les problèmes de la révolution américaine (question nègre, lutte contre la politique de Roosevelt, etc...).

Nul doute que dans le grandiose regroupement prolétarien qui revit aux E.-U., le Parti ouvrier américain ne joue le rôle de guide et de chef.

Canada

Depuis un an s'est formé, autour de la section nationale de la Ligue communiste internationale, le parti ouvrier Canadien. C'est, avec le parti stalinien, le seul parti ouvrier américain. En effet les tentatives faites voici deux ans par les dirigeants de la « Coopérative Commonwealth Federation » *(organisation qui étend son influence surtout sur les fermiers de l'ouest et en particulier sur ceux de l'Alberta) pour former un parti du genre du* Labour party *anglais, ont échoué, car les organisateurs de chômeurs au Winnipeg ou ont trop à gauche au gré des dirigeants de la C.C.F. et il y eut rupture avec les Trade-Unions.*

Le parti ouvrier canadien publie deux journaux: le Vanguard *et le* Worker's Voice, *en Ukrainien. Par ailleurs la presse Bolchevick-Leniniste des E.-U. y est également largement diffusée.*

L'influence du parti s'étend sur les principales villes industrielles, il existe des sections à Hamilton, Toronto, Montreal et Vancouver. Le travail des camarades est surtout dirigé sur les Trade-Unions (syndicat). Car ces organisations sont assez importantes, si on pense en effet que sur 8.000.000 *d'habitants il y a près de* 200.000 *syndiqués..*

*L'*American federation of Labor *en contrôle de langue française),* 40.000; *la centrale catholique* 21.000 *et la centrale stalinienne (Workers* 100.000, *les* Canadian National Unions, *(province unity League),* 15.000.

La situation politique, au Canada, se développe parallèlement à celle des Etats-Unis, les luttes de classes violentes qui se préparent ouvrent aux deux partis ouvriers frères de larges perspectives.

Hollande

Vers la constitution d'un grand parti révolutionnaire.

On se souvient des sanglants événements d'Amsterdam l'été dernier. Cela montre que quelque chose de nouveau se prépare dans la « douce Hollande ». En effet, dans ce petit pays le prolétariat est resté sous l'emprise d'un réformisme des plus réactionnaire, basé sur la conception économique procurée par le colonialisme. La mutinerie du cuirassé « Les Sept Provinces » a montré l'acuité des contradictions qui opposent les peuples opprimés des îles de la Sonde aux conquérants impérialistes.

A cette époque s'était déjà produite, au sein de la social-démocratie, une scission qui donna le jour au parti socialiste indépendant (O.S.P.). Par ailleurs, il existait déjà un parti socialiste révolutionnaire (R.S.P.) socialiste groupé autour du noyau syndicaliste révolutionnaire (N.A.S.) du camarade Sneevliet. Le R. S. P. devait adhérer à la ligue communiste internationaliste, en octobre 1933, *au moment du tournant vers la IVe Internationale.*

L'évolution à gauche de l'O.S.P. avait laissé espérer une fusion entre les deux partis. Mais des éléments réactionnaires de la direction (De Kadt et son groupe) ne cherchaient, autour des pourparlers engagés qu'une base de manœuvre. Les pourparlers furent rompus à deux reprises.

Après les événements d'Amsterdam, ces éléments se montrèrent sous leur jour réel; en effet, ils se désolidarisèrent du mouvement, félicités en cela par le social-démocratie. Il s'ensuivit une crise dans l'O.S.P. qui amena l'exclusion de De Kadt et de son groupe. Ce fut le groupe Schmidt qui fut porté à la direction. Après cette épuration salutaire les pourparlers de fusion furent repris et c'est maintenant pour la réalisation de cette fusion, question de jours.

La question de l'affiliation internationale a été tranchée comme suit : il y aura double affiliation du parti unique, à la L.C.I. et au bureau de Londres (organisme groupant les organisations en dehors des deux internationales).

Cette fusion est un pas décisif vers la création d'une forte section hollandaise de la IVe Internationale, car déjà l'influence des deux partis est considérable (le R.S.P. a un élu au parlement Hollandais, le camarade Sneevliet). La fusion multipliera cette influence.

*
**

Notons que l'action du camarade Sneevliet au parlement lui a valu la haine de la bourgeoisie Collins en tête Il a été le seul parlementaire ouvrier dans le monde entier à interpeller son gouvernement contre l'envoi de troupes en Sarre et à déclarer que cette expédition est un « acte de brigandage impérialiste ».

La réaction prépare son attaque
Les travailleurs négligent leur défense !

L'Ennemi se prépare, sachons nous organiser.

Mobilisation des Croix de Feu à Paris. Mobilisation réussie, convoqués le soir même plus de dix mille Croix de Feu et volontaires ont répondu à l'appel.

Mobilisation partiellement réussie dans l'Isère, manquée à Lyon... partout aucune esquisse de protestation prolétarienne organisée sérieusement.

Annonce à Paris de meetings francistes, publication des noms et adresses de militants ouvriers par « le Franciste », à toutes fins utiles. « N'attaquez pas les vendeurs patriotes » dit Thorez.

Partout les organisations semblent laisser se développer librement les formationns qui demain systématiquement voudront les détruire.

Avec l'appui du conseil municipal la réaction prépare un nouveau six février!

Des escarmouches victorieuses dans le 15e, 13e, 11e, 4e, 20e, *mais rien de systématiquement organisé. La C. G. T. parle de « plan » mais oublie les équipes armées qui voudront saccager et détruire les syndicats,* la défense syndicale *n'est pas pour Belin à l'ordre du jour.*

Nous le répétons:

Chaque organisation sa milice ouvrière!

Entre chaque organisation: Union des milices!

En commun dans la masse: recrutement des milices du peuple!

La milice n'est pas un but en soi, mais un moyen; la préparation des forces ennemies impose qu'on la réalise promptement!

L'ennemi

Il y a un an, presque jour pour jour, le grand capitalisme français lançait les premières vagues d'assaut de ses troupes mercenaires contre un gouvernement radical qui ne répondait plus à ses exigences, et qu'il obligeait à céder la place au lendemain du 6 février. Cette date a en même temps marqué le début de l'organisation ouverte de l'aile réactionnaire et fasciste du capitalisme français en vue du grignotage et de la domestication puis de l'écrasement du prolétariat organisé.

Ce premier article vise à brosser un rapide tableau des organisations ennemies, des positions stratégiques qu'elles ont conquises ou perdues. Dans un prochain article, nous tirerons le bilan des résultats de nos ennemis pour les comparer à ceux du front unique prolétarien.

Les vieilles formations réactionnaires stagnent

Nous avons déjà signalé dans la *Vérité* que l'*A.F.* et les J.P., qui furent parmi les dirigeants du 6 février, n'ont pas tiré de ce fait tout le résultat escompté et piétinent plus ou moins. Pourquoi ? En raison de leur manque de programme et social de perspectives politiques nettes. Les J.P. notamment ne défendent qu'un magma informe de « revendications immédiates démagogiques »; d'autre part, leur combattivité n'est pas allée croissant. Il faut compter au nombre des vieilles formations stagnantes — quoique récemment constitué — le parti social-national de Hennessy où se rencontrent de vieiles vedettes en mal de rajeunissement.

De nouvelles formations qui progressent

En dépit de l'arrêt de croissance de la Solidarité Française (qui vogue de crise intérieure en crise intérieure), stagnation qui s'est communiquée au Front National, la plupart des formations réactionnaires ou fascistes récentes progressent : témoins les Croix de Feu, le parti agraire, et le Francisme.

Après un patient travail de recrutement effectué sans crises apparentes, les Croix de Feu, profitant de chaque événement politique pour en appeler au public par voie d'affiches inondant Paris et la province, ont réussi en partie un travail de noyautage à la fois chez les Anciens Combattants (dans l'U.N.C. et dans l'U.F.) et chez les jeunes (Fils de C.d.F. et Volontaires Nationaux), ce qui a contribué à approfondir leur influence. Au bout d'un an de ce travail, les Croix de Feu ont été contraints de passer à un nouveau stade; c'est pourquoi on assiste à un essai de popularisation des mots d'ordre Croix de Feu par le truchement de la presse réactionnaire et pro-fasciste ainsi qu'à la parution d'un livre (?) d'une pauvreté intellectuelle lamentable signé du colonel de la Roque. Les mystiques classiques (mystique du chef, mystique de l'ordre, du corporatisme, etc...) sont développés. En même temps, on tient en haleine les troupes en les alertant périodiquement et on organise lentement mais sûrement l'appareil technique et militaire destiné à étouffer tout mouvement de libération prolétarienne. Dans les conjonctures présentes, les Croix de Feu représentent la force avec laquelle le prolétariat doit compter le plus; c'est cet ennemi qu'il faut étudier le plus, à qui il faut porter les coups les plus durs, et certainement d'une autre façon que celle préconisée par le P.V.C. (de l'*Huma*) à l'égard des « camarades Croix de Feu ».

Deux mots sur le parti agraire pour noter qu'aux élections cantonales il marqua quelques succès locaux tus par toute la presse — même ouvrière — et pour rappeler ses récentes manifestations à Wagram sous le vocable du Front Paysan. Il y a là un danger potentiel si l'on y prend garde.

Quant aux Francistes, troupes d'avant-garde, ils n'ont cessé de s'entraîner depuis un an, gagnant ici, perdant là, toujours prêts à creuser leur trou là où le sol ouvrier est déficient, et partout maniant la démagogie et la corruption. Nous étudierons dans un autre article en quoi les insuffisances, les demi-mesures et le manque d'audace en général des partis prolétariens ont enhardi les chefs de ce mouvement, chefs qui, au surplus, connaissent assez bien le mouvement ouvrier, pour en être la plupart du temps des transfuges. Pour aujourd'hui, signalons que les organisateurs du congrès du Cirque d'Hiver (Amsterdam-Pleyel) ont été dépossédés par les Francistes de quelques 3.000 questionnaires de délégués. Cette faute criminelle et impardonnable (« Front Mondial » chatiera-t-il oui ou non les auteurs ?) a permis aux fascistes français de publier les noms de ces antifascistes sous le titre : « Les organisateurs de la guerre civile. 1re liste » (n° spécial du...). Seuls les Francistes de Bucard progressent; les francistes n° 2 (Coston) sont en voie de disparition. Bucard, malgré son souci d'accréditer la légende selon laquelle son mouvement se financerait par lui-même, ne saurait camoufler la triple source de ses fonds : des indemnités du Nord et de l'Est, le fascio italien et vraisemblablement la caisse noire de certaine police.

Concluons

Dans le camp de l'ennemi de classe, une année a suffi à opérer une sélection entre les organisations de combat de la bourgeoisie. Là, comme dans le camp ouvrier, ce sont les plus audacieux qui dominent. De l'audace, les Croix de Feu n'en manquent pas, nous l'avons vu. Les Francistes non plus : témoin leur participation au congrès des fascismes « romains » qui s'est tenu fin décembre à Montreux et où un front unique a été tenté pour « empêcher », a dit le délégué suédois, « toute constitution d'une IVe Internationale ». Et le dernier numéro de l'organe de Bucard, paraphrasant une phrase connue, de déclarer : « L'union des Fascismes fera la paix du monde ».

En réalité, le nazisme hitlérien n'était pas présent à Montreux, non plus que ses satellites. Le Bucard n'insiste pas sur ce défaut de la cuirasse qui prépare non pas la paix du monde mais celle des cimetières.

MEDU.

LA RÉPRESSION

L'attitude odieuse du S.R.I. actuel

La répression s'abat sur des militants socialistes ou sympathisants socialistes.

A Aurillac, des camarades coupables d'avoir manifesté contre le fascisme, sont frappés et destitués de leurs fonctions.

A Paris, le camarade Couturet et le camarade Gésant, du *Petit Bara*, sont frappés de deux ans de prison pour un article courageux publié à l'occasion de l'assassinat d'Alexandre de Yougoslavie.

Il est clair que la bourgeoisie sent tout le danger que représentent pour elle des militants socialistes, qui ont rompu avec les vieilles théories et pratiques « social-démocrates » et qui s'orientent résolument dans la voie de l'action révolutionnaire.

C'est cela qui l'inquiète, et non plus les rodomontades des chefs « communistes » officiels, désormais « apprivoisés ».

Les condamnations ci-dessus, et quelques autres précédentes à Roubaix, à Douai, à Chaumont, ne sont que les signes précurseurs d'une action répressive plus forte.

A notre avis, cela impose de nouvelles obligations au Parti.

Jusqu'ici, on s'est contenté de quelques « fonds » spéciaux et de discours.

Il est scandaleux, notamment, qu'en ce qui concerne les camarades étrangers pourchassés, et en particulier nos camarades socialistes espagnols, le Parti ait affiché la plus lamentable impuissance.

A des camarades qui s'étaient conduits en héros dans les Asturies, on a conseillé, en définitive, de s'adresser au « Secours Rouge ». Ces camarades sont, actuellement, sous la tutelle stalinienne alors que, politiquement, le parti stalinien n'a joué aucun rôle dans la révolution espagnole, on lui permet de se rattraper en France et d'apparaître comme le seul parti qui fasse effectivement quelque chose pour les révolutionnaires exilés ou pourchassés.

Il faut, à cet égard, une solution claire.

Nous ne sommes pas hostiles à l'adhésion au Secours rouge, à condition que tout le parti y pénètre et impose un nouveau régime intérieur à cette officine stalinienne où se trouvent des bureaucrates qui ont accoutumé de se conduire comme des policiers à l'égard de communistes qui ne sont pas de la tendance officielle.

Si le Parti n'entre pas au Secours Rouge, que l'on cesse ce pratiques d'amateur philanthrope, de « conseiller » le Secours Rouge. Que l'on constitue un puissant organisme de solidarité socialiste, dont la caisse serait alimentée par une campagne constante auprès des sympathisants.

Brèves informations

Notre Assemblée d'Information

Nous avons édité en brochure ronéotypée, le compte rendu de cette assemblée. Nous invitons tous nos militants à se procurer cette brochure, contenant les quatorze points d'adhésion à notre tendance. Le prix de cette brochure est de quarante centimes.

Assemblée à Lyon

Près de cinquante militants présents à notre assemblée. Discussion fraternelle révélant une grande sympathie avec les conceptions de notre tendance. Nos plus proches sympathisants ne tarderont pas à comprendre l'importance des questions d'organisations et à rejoindre notre tendance.

Conseil Fédéral de la Seine

Bonne participation, trop de questions à l'ordre du jour pour une seule séance. Zyromski réussit à faire avaler la participation du parti radical valoisien au Comité central d'Unité d'Action.

Zyromski parvint à enfermer cette importante question dans ce dilemme: « Ou accepter le front unique avec les radicaux ou rompre le front unique avec les communistes ». *Nous exposons par ailleurs combien cette manœuvre est douteuse. M. Pivert fixa dans une résolution, comment se comporter... demain, mais sans aborder le problème en cause.*

Environ huit cents mandats se prononcèrent contre la participation des radicaux. Quinze cents pour la résolution Pivert. Deux mille quatre pour la motion Zyromski.

Le Front unique des J.C. avec les J.P.

Dans le deuxième arrondissement, les J. C. ont réalisé avec les J. P. ainsi qu'avec d'autres organisations réactionnaires un « cartel de la Jeunesse ». *Meeting commun, menace commune contre les récalcitrants à ce « front unique » d'un nouveaux genre... Ainsi on neutralise la combattivité des jeunes travailleurs contre les brigades d'assommeurs fascistes.*

P. V. C. organise des matches entre J. C. et patronages catholiques et se félicite de cette trouvaille. En Chine les staliniens nous avaient déjà habitué au bloc des assassins avec leurs victimes en contraignant les communistes à se soumettre à Tchang-Kaï-Tchek.

Le Comité de Vigilance des intellectuels contre la milice

Dans son bulletin du 20 décembre, le C.V.I.T. expose et ne démontre pas que les milices ouvrières « paralyseraient l'extension du mouvement antifasciste ». *Une démonstration serait fort nécessaire.*

Assemblée d'information édifiant

Des camarades du Parti Communiste nous ont envoyé une longue lettre relatant le discours de Thorez à l'assemblée récente de la R. P. du P. C.

Thorez a littéralement chauffé la salle contre le Parti Socialiste « freineur du front unique » « Jamais de candidats unique, laissez-les y croire, mais ne les acceptez jamais. »

Nous sommes trop habitué à ce que l'on nous dénonce les freineurs du front unique en nous désignant les communistes. En réalité les dirigeants des deux partis se dérobent de la sorte à toute justification de leur politique honteuse.

La J.O.C. et le B.I.T.

Dans la Jeunesse Ouvrière *(numéro de la 2e quinzaine de décembre), organe de la J.O.C., on peut lire un article disposé sur trois colonnes et intitulé :* « Le comité jociste d'aide aux chômeurs vu du Bureau international du Travail ». *Le rédacteur s'extasie sur le fait que de si haut on ait pu observer le travail de la J.O.C. et parle de la fierté que tirent les jocistes français* « d'avoir attiré l'attention des observateurs du Bureau International du Travail ».

Vois-tu, camarade Jociste, c'est là en réalité tout un système. Alors qu'on te demande d'admirer et de t'extasier aux paroles de ceux qui sont là-haut, bien loin de ta misère, tu oublies que ceux-là même sont cause de cette misère.

Il en est ainsi pour bien des choses, dans la J.O.C.

Nous en reparlerons, veux-tu?

PIERRE.

Lot-et-Garonne

Agen

Après une période électorale qui, pratiquement n'a donné aucun résultat aux partis prolétariens, sinon la possibilité de faire la preuve expérimentale que les étiquettes S.F.I.O. et S.F.I.C, recueillent une minorité imposante de suffrages face au confusionnisme des partis et cercles bourgeois, il importe *d'aborder immédiatement et d'un accord commun (le comité de coordination trouvera là son véritable rôle) l'examen des possibilités de recrutement et d'agrandissement de notre terrain d'action, non plus en surface, c'est-à-dire vers la droite, mais en profondeur dans les masses ouvrières et artisanales, en appliquant un programme d'action commune.*

1° *Avec l'aide des deux unions syndicales locales et la participation des syndicats intéressés, examen scrupuleux des conditions de salaires et de vie du prolétariat agenais et élaboration d'une statistique scrupuleuse, qui servira d'argument majeur dans les réunions à venir.*

Etablissement des revendications immédiates.

2° *Dès ce premier point établi, organisation de réunions dans chaque quartier, réunions répétées toujours avec un camarade de chaque parti, pour démontrer aux habitants convoqués par tous les moyens, l'inopérance et la faillite des partis bourgeois dans leurs prétentions sociales et administratives,* et la nécessité absolue de constituer immédiatement, par quartier, *des conseils d'entreprise qui, menant une agitation continue en diffusant la presse révolutionne, exploiteront tous les petits incidents quotidiens qui, mieux qu'un long discours, indiquent la véritable issue pour la libération du prolétariat, provoquant des réunions nouvelles et amènent automatiquement l'adhésion d'inorganisés, en même temps que les partis préparent l'unité organique.*

Que tous les camarades encore enclins à ne voir dans l'action que les consultations électorales, se pénètrent bien de cette vérité que ce n'est pas par des scrutins bourgeois que va décider l'avenir du prolétariat, mais que la victoire ne pourra être remportée que grâce à l'appui en profondeur que nous aurons édifié dans les masses et au contact permanent que nous aurons avec la population.

C'est la seule tactique à prendre pour que le futur parti unique de la classe ouvrière devienne maître des destinées de la ville et puisse utilement œuvrer dans la joie révolutionnaire.

DIMANCHE 6 JANVIER

9 h. 30, Musée du Trocadéro

SOUSTILLE

présente sa mission

Retenez dès aujourd'hui

votre après-midi du dimanche 13 janvier

vous passerez d'agréagles moments au

BAL-GOGUETTE

DES AMIS DE LA « VERITE »

qui aura lieu le 13 janvier 1935 à 14 h. 30, Salle du Petit Trou 83, rue de la Chapelle (18e)

(Métro Torcy)

PARTIE ARTISTIQUE ET TOMBOLA

Les cartes d'entrée sont en vente, 8, rue Legouvé, 12, rue Feydeau, et au Petit Trou. Lecteurs et sympathisants seront les bienvenus.

Pour la publicité, demander renseignements au Populaire-Publicité, 5, rue Saint-Augustin, Paris.

Note de la Rédaction

1° *La parution bi-mensuelle sur quatre pages ne permet pas une répartition équilibrée des rubriques. Nous nous excusons auprès de nos lecteurs d'être contraints de renoncer à la publication de communiqués ou articles intéressants ceci particulièrement pour notre rubrique des jeunes et notre rubrique internationale.*

2° *Le camarade Fogel, membre de la C. A. P., nous prie de préciser que ce n'est pas la C.A.P. mais le secrétariat du l'oputaire qui tai a adressé la lettre publiée dans notre dernier numéro.*

3° *L'information concernant des incidents à l'Ecole de Suresnes, parue dans notre dernier numéro étant le produit d'une exagération, nous tenons à rectifier sans plus tarder.*

Noe de l'Administration

En 1917, les bolcheviks connurent le mois de la grande calomnie; depuis des années, les bolcheviks-léninistes sont couverts de calomnies chaque fois plus monstrueuses. Combien de nos amis se sont indignés. Mais l'indignation ne peut suffire pour nous aider à riposter.

Cette semaine, nous sommes obligés de faire des dépenses supplémentaires pour riposter aux infamie staliniennes, pour ne pas permettre à une bureaucratie incontrôlée de se servir du drapeau de la Révolution d'Octobre pour se livrer à une basse besogne.

Apportez-nous votre appui, camarades; répondez rapidement à notre appel.

Pour souscrire, pour vous abonner, utilisez le

compte chèque-postal

P. Frank 1368-55 Paris

P.S. — Nous ne pouvons, faute de place, publier qu'une liste de souscription arrêtée il y a 15 jours. Les camarades qui ont souscrit depuis ne figureront donc que sur la liste qui paraîtra dans le prochain numéro.

Liste de souscription pour la Vérité

Lliray 1, Cojo 10, André 5, Jeanne 50, Loya 4, Frédéric 20, Archambeau 50, Dumas 5, Gérard 30, un camarade de Carmaux 11, Kamoun 10, Bortel 50, un mandat du Canada 22,10, Max 10, Paul 10, Aïache 5, Biline 25, Crapeau 8, Liste Dumas : Dumas 5, Bourreau 1, Lefeuvre 2, Caillon 2, Une sympathisante 2, Total 12 fr. Kamo 10, En achetant des brochures 3,25, un camarade d'Aulnay 5, deux camarades du Maroc 10, Caminade 25, Tourre 25, Depeux 5, quelques jeunes 10, Milo 20, Etienne 5, Dusseaux 5, Jeanne Br. 10, Colombat 4 ,Urbain 5, Rous 10, Guérin 25, Bardin 20, Robin 5, Paylet 10, Héléna 10, Hortense 10, Claude 5, P. 50, Frank 50, M. Lagoutte et Roussel 10, Recueillie à l'Assemblée des amis de « La Vérité » : Bernard 1, Chevalier 0,50, X 0,50, Rees 2, J. Durand 2, Y. 0,50, Vil 3, T. 0,50, Anonyme 1, Polonais 1, Maurice 1, Germaine Ch. 5, Héry 1, un groupe de 3 copains 1, Lambert J. 1, Muselli 1, Gen 2, Illisible 1, F. M. 5, Gourdy 2, Illisible 1, Malines 1, Téty 2, Benjean 1, Jamois 1, Georges Dupont 2, X. 1, Vaufrèje 2, Curiel 2, X. 1, Garder 0,50, A. 1, Ing. 1, M. 1, Delorme 2, Airant 0,50, un ami de la Vérité 0,50, Rineau 2, Cognac 0,50, Total : 55 fr.

Total général : 740 fr. 35.

Notre politique

QUE FAIT LE PARTI ?

L'alliance officielle avec les radicaux-socialistes. Pour un programme d'action véritable.

Dans la grande confusion des Plans. Vers un néo-réformisme.

Où va le front unique ?

Un attentisme mollasse engourdit le Parti. L'absence d'une politique claire en présence des problèmes révolutionnaires de l'heure, une pratique de suivisme à l'égard des « fantasias » les plus invraisemblables exécutées par les stalinistes, sous prétexte de front populaire, tout cela risque de décourager les meilleurs.

Il est clair, maintenant, que les stalinistes orientent à leur guise l'unité d'action, nullement vers la prise du pouvoir, mais vers les embrassades les plus invraisemblables et les plus dégoûtantes. La gauche socialiste, qui a la direction de la Fédération de la Seine, assiste passivement à cette cavalcade politique, puis se résigne à suivre. Les stalinistes lui ont fait avaler l'adhésion sans aucune condition de la Fédération radicale et radicale-socialiste, au Comité central d'unité d'action antifasciste. Sans parler des tentatives d'accrochage des néos, et de l' « action civique », repoussées avec mépris par ces derniers.

Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'une telle politique aboutisse à la réunion commune entre Jeunesses Patriotes et Jeunesses Communistes dans le deuxième arrondissement, sous le signe des intérêts communs de la Jeunesse, sans entraîner l'ombre d'une protestation. Plus rien ne surprend désormais de la part des stalinistes.

Les chefs de la gauche sont effondrés. Ils ne veulent rien dire en dehors du secret des délibérations de sections, « de peur de briser le front unique ». Ils ne veulent surtout pas se fâcher avec tous les opportunistes du Parti qui sont enchantés de la nouvelle politique « communiste ». Tous ces parlementaires n'ont jamais si bien « respiré » depuis que Flandin se montre poli à leur égard et promet de tout arranger, depuis que ces « communistes » se montrent si modérés qu'on ne peut vraiment que se déclarer d'accord avec eux. Frossard nage dans la joie quand il écrit, après avoir approuvé point par point les propositions communistes : « Non ! non !je ne reviens pas à mes anciennes amours ! » Il sait bien qu'on le croira aisément. C'est, en réalité, Cachin qui manifeste une vieille propension à suivre Frossard ,mais il ne s'agit pas, cette fois, d'entraîner les ouvriers vers la défense de la première révolution prolétarienne triomphante, mais d'embourber le front unique qui peut et doit faire la révolution en France, dans les marais de la démocratie bourgeoise.

Dans le P. C., malgré l'absence de démocratie ouvrière et la toute-puissante bureaucratie, on ne peut tout de même pas compter sans un minimum de sens critique de la part des militants. Aussi on pratique deux politiques : l'une, la politique réelle, celle qui entre dans les faits, à usage externe. L'autre pour les militants, à usage interne : tandis qu'on se livre aux collusions les plus criminelles, on convoque, de temps à autre, les membres des cellules et on leur déclare : « Le front unique avec les socialistes a de bien pénibles nécessités. Voyez ce que nous sommes obligés de faire. Mais rien n'a changé, au contraire, dans nos appréciations sur le social-fascisme. Rien dans notre politique révolutionnaire. » Cette dernière est remisée dans les tiroirs de la rue Lafayette et ne sera sortie que pour les grandes circonstances. En attendant, la politique réelle du front unique continue, c'est-à-dire en fait l'opportunisme vulgaire, avec son cortège d'immenses dangers.

Il nous faut en examiner plus particulièrement les causes et les effets dans le Parti socialiste.

L'alliance officielle avec les radicaux-socialistes

Le danger le plus lourd de conséquences réside sans conteste dans la dernière grande victoire stalinienne : l'adhésion sans condition de la Fédération radicale et radicale-socialiste de la Seine, au Comité central d'unité d'action. Qui ne voit, à l'heure actuelle, l'importance capitale d'une attitude tout à fait impitoyable, à l'égard du radicalisme officiel, ne comprend rien à la situation.

Toute cette politique de capitulation, imposée par les staliniens, au nom de la nécessité d'entraîner les classes moyennes, va, en réalité, à l'encontre du but poursuivi. Elle repousse vers le fascisme ces classes moyennes, dégoûtées de tous ces staviscrates, de tous ces ministres médiocres, de tous ces députés vulgaires et stupides qui constituent la fine fleur du radicalisme officiel, en leur laissant voir que les partis prolétariens ne se distinguent pas, avec la plus grande netteté, de ces gens-là.

Les fascistes savent bien ce qu'ils font en tapant comme des sourds sur les Herriot, sur les Chautemps et sur tous les représentants officiels de cette démocratie pourrie. Ils se ménagent ainsi la confiance des classes moyennes que le front unique n'aura jamais s'il ne rompt pas avec cette politique de compromis inadmissibles.

D'ailleurs, les résultats pratiques démontrent, dès maintenant, combien étaient vains tous les espoirs misés sur l'adhésion radicale. La fameuse démarche officielle auprès de Flandin pour demander le désarmement des fascistes, a simplement eu pour résultat de renforcer l'agitation fasciste qui ne se brise pas avec des démarches officielles.

En revanche, les officiers de réserve fascistes qui ont su menacer et non parlementer, conservent leurs revolvers. Le pacifisme légaliste des organisations ouvrières a simplement contribué à renforcer la confiance du fascisme dans sa propre force. Va-t-on continuer dans cette voie ?

Tout cela, les dirigeants de la Fédération de la Seine le sanctionnent par leur mutisme.

Zyromski a même trouvé une formule habile où enfermer ceux qui demandaient, avec les camarades de la 10e Section, qu'on se prononce contre toute adhésion des radicaux et qu'on le fasse publiquement, politiquement. Il leur a dit : « Ou bien vous nous faites confiance, ou bien il faut rompre le front unique ! » Voici comment certains responsables agissent au Parti de la « grande amitié » et de la « grande loyauté ».

Nous continuons à croire que *sans rompre le moins du monde le front unique entre P. S. et P. C.*, il fallait faire une campagne publique contre l'adhésion des radicaux; montrer à tous les ouvriers l'erreur criminelle que cela constitue dans la période présente. Il faut que les représentants de la F. S. de la Seine rendent au sein du Comité central, la vie impossible à ces chefs radicaux de la Seine, acceptés sans condition, à qui maintenant le front unique va servir de couverture. Il faut une politique claire, intransigeante, ouvertement déclarée, dans les écrits, dans les discours, dans les actes. Le mutisme à l'extérieur, même s'il est compensé par quelques « confidences » au sein des sections, doit être considéré comme une véritable capitulation.

Pour un programme d'action véritable

Dire qu'un programme doit comporter nécessairement des revendications partielles, c'est enfoncer une porte ouverte. Mais dire qu'il ne doit comporter que cela, c'est montrer que l'on confond la politique révolutionnaire avec celle de l'Armée du Salut.

Quelques ronflantes que soient les explications des spécialistes de l'I. C., il ne faut cesser de perdre de vue que les participationnistes à la Frossard, à la Evrard, n'ont jamais trouvé de meilleurs soutiens politiques. La position d'Evrard-Frossard est conforme à la logique réformiste. Ils acceptent, comme excellent, le programme proposé par les communistes au Comité de coordination, parce que, pour eux, ce programme, ne mettant en cause ni l'Etat bourgeois, ni le régime bourgeois, peut être accepté par les radicaux, et conduire à une combinaison ministérielle radicale-socialiste-communiste. La « révolution » et le « socialisme » ne sont pas « perdus de vue », mais, en l'occurrence, ils font figure de trouble-fête. On en reparlera plus tard. Politiquement, l'attitude stalinienne, si elle comporte des variantes dans la forme, n'est pas différente. Ils séparent arbitrairement une action propagandiste basée sur les alliances et les compromis les plus confus, de la question de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Le motif : les radicaux et les socialistes ne sont pas des révolutionnaires. On ne saurait donc parler, avec eux, de révolution, ni la préparer.

Or, en particulier dans la période actuelle, toute lutte est inséparable de la lutte pour le pouvoir. Un capitalisme à bout de souffle n'est pas disposé à transiger et à s'octroyer le luxe d'agents réformistes. Il ne cèdera pas à une majorité légale. Etablir un programme d'action consiste donc à chercher les mesures sur lesquelles le front unique doit engager la lutte pour s'emparer révolutionnairement du pouvoir, dans l'intérêt des masses laborieuses.

Expliquer aux masses que sans une atteinte directe aux fondements mêmes de la société, on ne peut apporter le moindre apaisement à la crise dont elles souffrent, leur indiquer les solutions d'ensemble (socialisation) les entraîner dans la lutte à partir des revendications partielles, par le moyen du contrôle, les préparer à la prise du pouvoir d'une façon concrète est, à l'heure actuelle, sous peine de déserter politiquement le vrai terrain de bataille, une impérieuse, une urgente nécessité.

Il faut que Lebas, en personne, fasse la leçon aux communistes pour leur montrer la nécessité d'inclure les nationalisations dans le programme commun. Il est vrai que Lebas répond d'une façon bien curieuse à la question de savoir si on peut espérer voir l'Etat entrer dans cette voie : « C'est possible, dit-il. Ce n'est pas sûr. Cela dépend surtout de la puissance d'action des classes intéressées. » Ce qui tend à montrer que la perspective de Lebas et de ses amis consiste à compter sur la « puissance d'action des classes intéressées » pour instaurer un « capitalisme d'Etat » plus avantageux que l'autre. C'est également l'opinion de Doriot et, d'une façon générale, de tous ceux qui ne comprennent rien à la question de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, en relation avec le problème de la construction du socialisme.

Dans la grande confusion des plans Vers un néo-réformisme ?

En ces matières, les planistes ont du moins le mérite de proposer une solution omnibus : leur Plan.

Certains camarades de la gauche du parti ne font aucune difficulté de se proclamer partisans d'un « plan » d'action comportant une série de mesures coordonnées méthodiquement sur lesquelles le prolétariat, entraînant la paysannerie, les couches moyennes, engagerait une vaste offensive pour le pouvoir. Pour les camarades, il est clair qu'en particulier dans la période actuelle le pouvoir ne pourrait être arraché des mains crispées de la bourgeoisie, que par une politique révolutionnaire couronnée de l'insurrection. Eh bien ! quoiqu'en pensent, par erreur, certains de ces camarades, ils n'ont rien de commun avec le « Planisme » proprement dit.

Ce dernier, tel qu'il est conçu par ses créateurs doctrinaux, présente un grave danger, qu'il faut dénoncer : sous couleur de critique radicale du vieux réformisme participationniste, il tend à instaurer un néo-réformisme dans ses traits essentiels.

Nous ne pouvons, dans ce bref exposé, entamer une critique développée du planisme, mais qu'on ne perde pas de vue, à l'occasion de toute proposition planiste s'autorisant de la querelle stérile du Comité de coordination, que l'article 12 des Thèses de Pontigny s'exprime d'une façon tout à fait significative :

« Dans les pays à démocratie politique, l'action à mener doit être basée exclusivement sur l'emploi des moyens légaux et constitutionnels pour la conquête par la persuasion d'une majorité. »

Le Planisme aura beau s'affirmer contre toute participation..., il n'en reste pas moins qu'il ne reste séparé du vieux réformisme que par des formules. Les traits essentiels subsistent : la possibilité de conquérir le pouvoir et de porter une atteinte aux bases du régime, par la voie légale, pacifique. Cette thèse de de Man, concernant précisément l'action, c'est-à-dire la seule action qui importe, en définitive, pour un marxiste, suffit à caractériser le système dans son ensemble, quelle que soit l'habileté de sa construction théorique, et sa nouveauté apparente par rapport au vieux réformisme.

Toute capitulation devant la liste des revendications staliniennes contribue à renforcer le danger « planiste ». On le pourrait encore mieux démontrer avec le Plan apporté par les sommets de la C. G. T. dans un esprit évident de colaboration de classe. Il faut un programme d'action clair et précis. Faute de pouvoir reprendre ici cette question point par point, nous proposons comme base de discussion, le programme adopté par notre tendance (1).

La question du pouvoir

Comment poser sérieusement la question du pouvoir, si l'on accepte le front unique avec un parti au pouvoir ? Il est clair que les staliniens se désintéressent de la question du pouvoir.

La contagion s'étend aux sommets du Parti socialiste.

Si le front unique entend être une menace sérieuse pour la bourgeoisie, il faut qu'il vise comme objectif principal le pouvoir par la réalisation d'un programme donné. Faute de quoi, ce ne seront que meetings et rassemblements sans lendemain. Nous devons marquer que le P. S., qui refuse de poser au premier plan de sa lutte, cette action, qui laisse poser par les opportunistes celle de la participation de défense républicaine, marque un recul très dangereux sur la motion de Toulouse.

Conclusions

Il ne s'agit pas, pour s'en tirer à bon compte, de représenter les camarades qui veulent que le front unique s'oriente dans la voie révolutionnaire, comme coupables de tentatives pour briser le front unique.

Nous demandons que le Parti ait le courage d'affirmer une politique, qu'il s'élève contre l'admission des radicaux, qu'il proclame publiquement ce que cela signifie dans la période présente, qu'il propose un programme d'action précis, qu'il oriente son action vers la lutte du pouvoir. Toutes les divergences que l'on formule à cet effet, à l'intérieur des sections, sont lettres-mortes, si l'on n'en fait pas juge la classe ouvrière, qui a le droit de savoir, en définitive, par la faute de qui le front unique s'embourbe.

(1) En vente 8, rue Legouvé. 1 fr.

Tribune libre

AUX MILITANTS SOCIALISTES !

Des militants de différentes tendances sont en contact pour que la Tribune Libre de la « Vérité » soit élargie et que soient débattus régulièrement les problèmes qui se posent devant le Parti. Un Comité Commun à toutes les tendances est en formation. Il répartira la parution des articles, contrôlera la « Tribune libre ».

« La Vérité » facilitera de toutes ses possibilités cet effort systématique d'une clarification politique des problèmes se posant devant les militants ouvriers.

LA REDACTION.

Sur l'unité organique

Saint-Benoit, le 9-12-34.

Chers camarades,

Je constate que depuis quelque temps vous avez, sinon abandonné, du moins refoulé au dernier plan, le mot d'ordre de l'unité organique des Partis S.F.I.O. et Communiste. Autrefois vous attachiez bien plus d'importance à ce mot d'ordre. Peut-on oublier, en effet, que celà fut à l'origine de la crise qui amena l'ancienne Ligue Communiste à la scission ? Il est vrai que ce « paravent » cachait le problème plus concret de la rentrée au sein du parti S.F.I.O., mais il n'en est pas moins vrai que tous les militants en vue de la Ligue brisèrent leurs lances pour ou contre ce mot d'ordre.

A mon avis, votre position à ce moment-là était juste. Il va de soi que l'unité organique, de par elle-même, ne constitue pas une « panacée » et que la fusion des centrismes socialiste et communiste ne suffit pas à former le parti révolutionnaire dont le prolétariat a besoin pour l'accomplissement de sa mission historique. Mais cette fusion activera, certainement, la différenciation des éléments réformistes et révolutionnaires et la cristallisation de ces derniers autour d'un noyau révolutionnaire.

Je crois que l'intérêt du mouvement bolchevick-léniniste exigerait que le mot d'ordre de fusion organique soit tiré un peu de l'oubli dans lequel vous l'avez laissé; faute de quoi ce seront des charlatans, dans le genre de Doriot, qui retireront tout le bénéfice politique de la fusion, dans l'hypothèse que celle-ci se réalise.

Concrètement je proposerais que, *parmi les 14 conditions devant servir comme base pour le recrutement de la tendance B.L. de la S.F.I.O., vous placiez la suivante :*

« Reconnaissance de la nécessité de la fusion organique des partis se réclamant du prolétariat », en soulignant son côté progressif actuel. *On peut objecter que ces 14 conditions, de par leur nature, ne sont pas destinées à être remaniées à tout instant et qu'elles constituent une base de recrutement, pour ainsi dire, permanente en ce sens qu'elles doivent servir tant actuellement, avant la fusion organique, qu'après la réalisation éventuelle de celle-ci. A cela on pourrait obvier, à la rigueur, en plaçant cette « condition » en annexe aux autres 14, tout en signalant son caractère transitoire.*

Si vous ne jugez pas utile de retenir ma suggestion, vous pourriez, tout au moins, accorder un peu plus de place, à cette question, dans la « Vérité ».

Bien fraternellement,

MOREAU.

La presse socialiste : "Choc"

Nous avons appris avec plaisir la parution de *Choc*, et nous avons pensé que ce journal de tendance nous faciliterait une discussion sérieuse, avec Just et nos camarades du C.A.S.R.

A vrai dire, le numéro d'octobre, dernier paru à ce jour, ne nous a pas incité à cette discussion, et nous attendons le prochain avec impatience... l'impatience de connaître quelle est exactement la position de Just — (puisque c'est lui qui représente en permanence sa tendance) — sur les questions fondamentales de l'heure.

Que disait Choc, avant le Conseil National ?

Entendons-nous : Que disait-il de concret, de précis, en dehors des phrases générales, sur la révolution, l'unité, la prise du pouvoir, que l'on trouve actuellement dans toute la presse ouvrière ?

Nous avons cherché. Après avoir admiré avec quel art les petits carrés numérotés, avaient été superposés aux petits carrés, et avoir suivi chaque flèche indicatrice jusqu'à son terme, nous n'avons pas trouvé les précisions ci-dessus demandées dans le « Plan de réforme administrative de l'Etat ». Nous devons avouer qu'il y a probablement là dedans quelque devinette qui nous échappe.

Avant le Conseil National, que disait politiquement, *Choc*, organe du C. A. S. R ?. Rappelons qu'il s'agissait — alors — (comme il s'agit d'ailleurs toujours) — pour des révolutionnaires sérieux, d'examiner par quels moyens la classe ouvrière, pourra briser les bandes fascistes, chasser la bourgeoisie, s'emparer du pouvoir. Le bilan de l'unité d'action, ne pouvait pas être séparé artificiellement de l'action révolutionnaire. A ce propos il faut remarquer en particulier comme tout à fait significatif, que Just, n'a jamais dit et ne dit pas encore un mot de la nécessité de mettre au point des organisations de combat (milices), alors que chaque révolutionnaire du Parti proclame toute l'urgence d'une campagne politique vigoureuse, destinée à renforcer la préparation technique et à pousser les efforts concertés dans ce sens.

Just ne pose pas davantage la grève générale comme moyen concret de lutte contre le régime bonapartiste et pour la défense effective des libertés démocratiques. La milice, la grève générale, mots d'ordre impérieux. Just les passe sous silence. Sans doute, si on le poussait, il se déclarerait d'accord. Mais de là à faire une propagande systématique, il y a loin.

Voilà précisément à quoi aboutit le souci de ne pas faire la moindre peine aux chefs « communistes » : on joue à saute-mouton avec les problèmes révolutionnaires.

A quoi sert de crier sur tous les toits, que l'on veut la révolution, le pouvoir, tout le pouvoir, si l'on ne cherche pas, par quels moyens pratiques faire exécuter au Parti un pas dans cette voie, si l'on ne donne pas le moyen, par mot d'ordre approprié, si l'on ne préconise pas inlassablement, jusqu'à son exécution, si l'on n'est pas à la pointe de cette exécution...

Se contenter de discussions abstraites sur l'unité, reprendre à son compte les alibis d'une internationale contre l'autre, tout cela ne fait pas avancer d'un saut de puce le regroupement révolutionnaire, tout cela n'enlève pas un seul révolver fasciste, ne rapproche pas d'un centimètre le prolétariat du pouvoir. Cependant nous avons un si vif souci de découvrir quelque chose de progressif dans *Choc*, et d'une façon spéciale dans les articles de Just, que nous devons retenir et appuyer de toute notre force deux propositions qui sont pourtant en soi, bien platoniques. Il s'agit du « leit motiv » de Just, pour la période actuelle. Il réclame deux congrès :

« Le temps nous pousse, car la situation s'aggrave ; nous revenons à notre leit-motiv : congrès international pour l'unité d'action de classe internationale; congrès national pour l'éclaircissement de notre doctrine et de notre tactique, et la marche vers l'unité organique ».

Plus nette (mais encore plus regrettable) est actuellement la position de Just, dans la controverse P.C.-P.S. sur la question du programme.

Just reprend carrément (et croyons-le volontiers, ingénuement) à son compte, les propositions staliniennes.

Nous n'insisterons pas parce que nous traitons cette question par ailleurs. Mais Just comprendra-t-il sur quel terrain glissant il a été amené ?

Camarade ! Si tu veux un front unique véritable, agissant, et qu'il ne reste pas un « papier », souscrit dès aujourd'hui un abonnement à *La Vérité*.

CONVOCATIONS

Lundi soir, à 20 h. 30 exactement :

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE de la tendance. Présence absolument obligatoire. La séance sera terminée à 23 heures.

Salle Augé, 4, rue des Archives (4e).

***

JEUDI 17 JANVIER, A 20 h. 30

Réunion du Secteur B de la tendance, au siège, 8, rue Legouvé.
Invitation aux sympathisants.

CHIRURGIE - ACCOUCHEMENT.

Toutes les garanties scientifiques de l'Hôpital et la liberté des soins à domicile

TARIF ACCESSIBLE A TOUS particulièrement aux Assurés sociaux

MAISON DE SANTÉ DE PARIS SUD
du Docteur LACROIX ANTOINE
50, Avenue de Fontainebleau, VILLEJUIF
(ITALIE 11-25)
Etablissement privé le moins coûteux de la région de Paris

Le Gérant: P. FRANK.

Imp. du Commerce et des Postes 12 rue Notre-Dame-de-Nazareth Paris